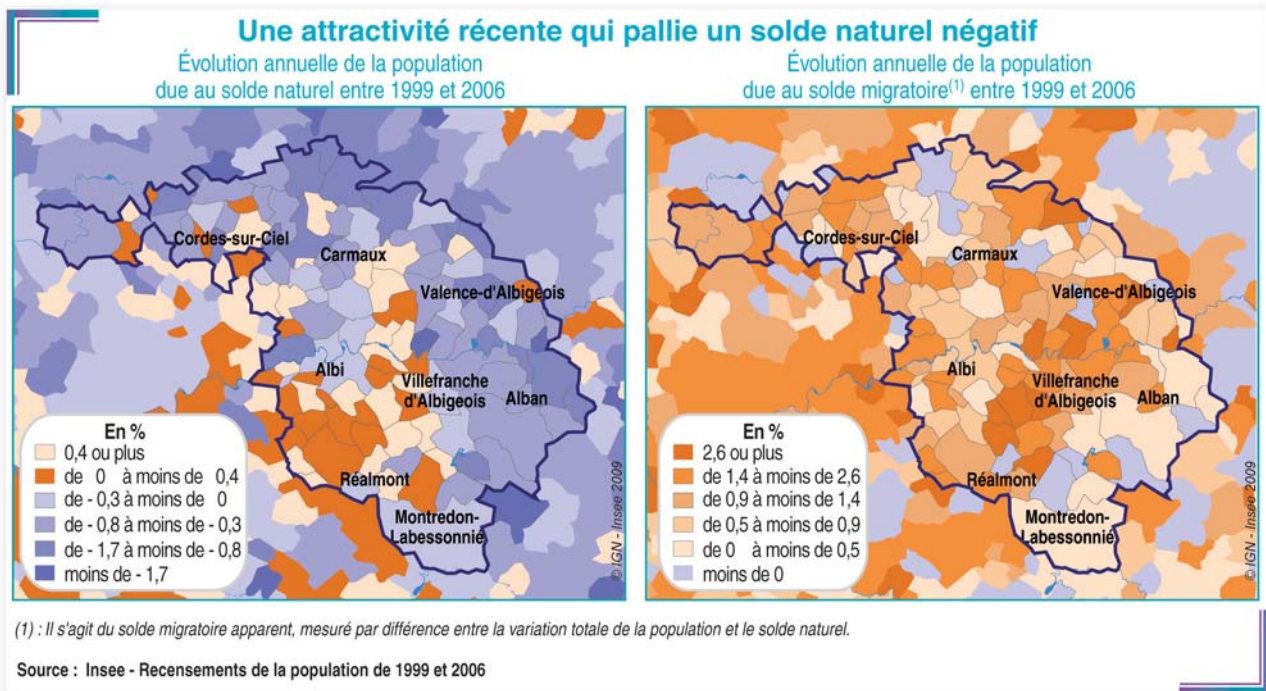




Pays de l'Albigeois et des Bastides

Une attractivité récente et à soutenir

Couvrant l'agglomération d'Albi et le nord-est rural du Tarn, le Pays de l'Albigeois et des Bastides est devenu attractif entre 1999 et 2006. Pérenniser l'arrivée de nouveaux habitants, grâce au développement économique, constitue un enjeu vital pour l'avenir d'un Pays âgé. La page industrielle du bassin de Carmaux étant tournée, l'économie est aujourd'hui orientée vers les besoins de la population résidante. Les disparités qui affectent le rural et les échanges nourris de l'Albigeois avec les territoires voisins appellent aussi des solidarités et des coopérations.



Sylvie Mercier

Le Pays de l'Albigeois et des Bastides recouvre la communauté d'agglomération (CA) de l'Albigeois et neuf communautés de communes (CC) dans le nord-est du Tarn. Il compte 134 000 habitants, soit plus du tiers de la population du département. La seule CA de l'Albigeois regroupe 79 000 habitants, les autres communautés de communes se définissant comme la partie rurale du Pays. Constitué autour du pôle urbain d'Albi, le Pays englobe une grande partie de sa couronne périurbaine, mais pas sa frange ouest, qui est rattachée à la CC de Tarn-et-Dadou, structurée autour de Gaillac. La partie rurale du Pays est animée par quatre pôles de bassins de vie : Albi, Carmaux, Réalmon et Cordes-sur-Ciel. Deux pôles extérieurs au Pays complètent cette influence en termes d'équipements et d'emploi sur la partie rurale : Castres au sud et Saint-Antonin-Noble-Val au nord. Les CC du Val 81, du Villefrancois et des Monts d'Alban vivent sous l'influence d'Albi pour l'accès aux équipements et à l'emploi. Le pôle d'emploi de Carmaux anime un bassin de vie relativement autonome malgré l'augmentation des déplacements domicile-travail entre Carmaux et Albi. Les bassins de vie de Cordes-sur-Ciel, au nord, et du Réalmon, au sud, offrent aux habitants la plupart des équipements courants. Alors que le premier est relativement autonome en termes d'emploi, le second dépend davantage d'Albi.

Une attractivité résidentielle récente

Entre 1999 et 2006, après 30 ans d'une relative stabilité démographique, le Pays a gagné 7 500 habitants, soit 0,8 % de plus par an, uniquement grâce à l'arrivée de nouveaux résidents. Ce renouveau démographique s'appuie sur le dynamisme de la CA de l'Albigeois, qui s'amplifie sur la période récente. La croissance gagne aussi la partie rurale du Pays, après une longue période de déprise. Depuis 1999, aucune communauté de communes ne perd de la population. Si les comportements migratoires de la période 1990-2006 se maintenaient, le dyna-

misme du Pays se prolongerait à l'horizon 2030, mais de façon moins soutenue : l'accroissement démographique n'excéderait pas 0,3 % par an. Le renouvellement récent de population s'opère surtout par des apports extérieurs qui bénéficient principalement à Albi. Les nouveaux arrivants proviennent majoritairement de Midi-Pyrénées (46 % des nouveaux), mais aussi d'Île-de-France (11 %), de Languedoc-Roussillon, de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, d'Aquitaine et de Rhône-Alpes (de 3 % à 6 %), ainsi que de l'étranger (9 %). Il se traduit aussi par de forts échanges migratoires entre la Communauté d'agglomération et le reste du Pays, notamment la couronne périurbaine d'Albi. L'afflux de nouvelles populations modifie très peu la structure par âge des habitants du Pays. L'arrivée de ménages avec enfants atténue le déficit de population très jeune (moins de 14 ans), tant dans l'agglomération que dans la partie rurale. Le déficit de jeunes de 20 à 29 ans dans la CA d'Albi se creuse légèrement malgré l'attrait du pôle universitaire : si 26 % des nouveaux arrivants ont entre 20 et 29 ans, 40 % des partants font aussi partie de cette classe d'âge. Aux grands âges, le Pays attire un peu moins de retraités que le reste de la région, hors aire urbaine de Toulouse : ils représentent 12 % des nouveaux arrivants dans le Pays, contre 17 % dans le territoire de référence régional.

Le Pays attire parce qu'il a des atouts. L'accès à une gamme complète d'équipements de niveau supérieur (hôpital, lycée, hypermarché...) est facilité par la présence d'Albi. L'accroissement du nombre de résidences principales dans la communauté d'agglomération a accompagné la poussée démographique. Elle s'est appuyée sur la construction neuve et n'a guère entamé le parc de logements vacants, dont la part est proche de 7 %, même dans la CA.

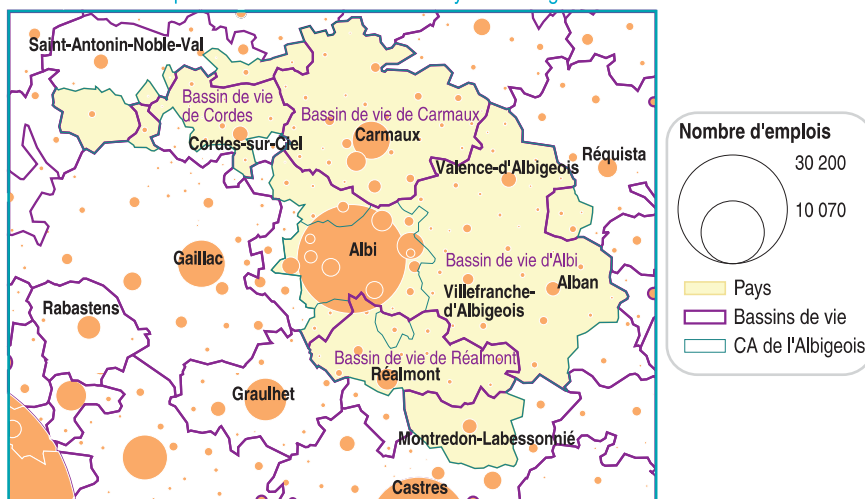
Une attractivité vitale

Renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire constitue un enjeu pour le Pays : sans nouveaux arrivants, le Pays perdrait des habitants. Le solde naturel est en effet durablement négatif : entre 1999 et 2006, il y a trois décès pour deux naissances dans la partie rurale. Même la CA de l'Albigeois, où s'équilibrent tout juste naissances et décès, se distingue de territoires urbains aux caractéristiques pourtant comparables où le solde naturel est positif.

La population est en effet plus âgée que dans les territoires de référence. Les moins de 40 ans sont moins nombreux et les seniors plus nombreux : dans la partie rurale, 32 % de la population a plus de 60 ans en 2006 (contre 28 % dans l'espace rural régional) ; dans la CA de l'Albigeois, cette proportion est de 27 % (contre 23 % dans les CA de référence).

Seulement quatre pôles de bassin de vie à l'intérieur du Pays

Emploi et bassins de vie dans le Pays de l'Albigeois et des Bastides



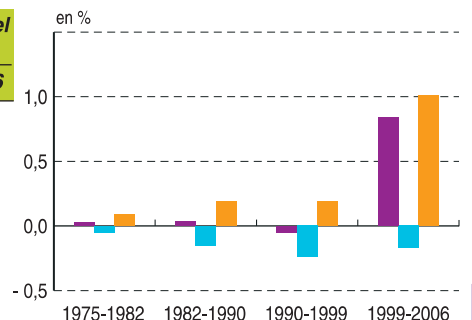
Source : Insee - Recensement de la population 2006

Une attractivité récente à confirmer

Évolution de la population entre 1962 et 2006

Pays Albigeois et Bastides

	Population			Taux d'évolution annuel moyen (en %)	
	2006	1999	1962	1999-2006	1962-2006
Pays de l'Albigeois et des Bastides dont :	133 800	126 382	122 230	0,8	0,2
CA de l'Albigeois	78 900	73 506	52 024	1,0	1,0
partie rurale	54 900	52 664	70 206	0,6	-0,6
Reste de la région hors aire urbaine de Toulouse	1 540 951	1 462 239	1 438 100	0,8	0,2



Source : Insee - Recensements de population 1962, 1999 et 2006

Si toutes les CC du Pays gagnent des habitants entre 1999 et 2006, il s'agit d'un phénomène récent pour beaucoup d'entre elles. Avant 1999, une bonne partie de l'espace rural se caractérisait par un déclin démographique continu, particulièrement fort dans le Carmausin et les Monts d'Alban. En dehors de la CA de l'Albigeois, seuls le Réalmontais et le Villefranchois, ainsi que le Pays cordais, ont bénéficié d'un accroissement démographique sur une période longue (plus de 10 ans).

Dans la partie rurale, l'enjeu est de limiter des pertes inéluctables de population : même si les comportements migratoires plus favorables observés entre 1990 et 2006 restaient identiques, la croissance démographique ne devrait pas se poursuivre.

Favoriser le développement économique est essentiel pour consolider l'attractivité du Pays. En effet, près d'un quart des nouveaux habitants arrivés entre 2001 et 2006 travaillent en dehors du Pays.

Le parc de logements mériterait aussi d'être diversifié. Le parc locatif HLM est peu développé dans la Communauté d'agglomération : en 2006, 10 % des logements sont de type HLM contre 16 % dans les CA de référence. Dans la partie rurale, il reste concentré dans le Carmausin. Pourtant des besoins semblent exister si l'on en juge par le niveau de revenu des ménages. Le revenu médian des ménages par unité de consommation n'est en effet pas plus élevé dans la CA de l'Albigeois que dans les CA de référence, et, dans la partie rurale, il est inférieur de 7,5 % à celui de l'espace rural régional.

Une économie au service de sa population

L'économie du Pays est avant tout tournée vers sa population résidente. Les métiers de la santé et de l'action sociale, de la gestion, de l'administration publique y sont plus représentés que dans les territoires de référence. Grâce à cette forte orientation « présente », le Pays s'expose peu à la concurrence externe. L'emploi progresse grâce à la vitalité du secteur tertiaire de la CA d'Albi. Même si les emplois publics sont nombreux, en raison de la présence de la préfecture, l'emploi privé est très présent : sa part dans l'emploi salarié (73 % en 2006) est un peu plus élevée qu'ailleurs. Le nombre d'établissements marchands augmente grâce au dynamisme des services et de la construction. Le tissu productif, comme dans les territoires de référence, est essentiellement constitué de PME, particulièrement de très petites entreprises (TPE, moins de 20 salariés). Ainsi, 90 % des établissements employeurs (hors agriculture) ont moins de 20 salariés et emploient 36 % des salariés.

Dans la CA de l'Albigeois, sur les trente dernières années, l'évolution de l'emploi est restée dynamique et comparable à la moyenne des CA de référence. La dynamique du Pays est portée comme ailleurs par le tertiaire. Si la chute des emplois agricoles entre 1975 et 2006 est comparable à celle qu'a subie l'espace rural régional, l'industrie et la construction ont perdu plus d'emplois qu'ailleurs. La fermeture du bassin minier de Carmaux explique la perte de 8 emplois industriels sur 10 dans le Pays entre 1982

et 1990. Au final, malgré une stabilisation récente, l'activité industrielle est moins présente qu'ailleurs (12 % des emplois en 2006). Quelques activités sont néanmoins bien implantées dans le Pays : la production de verre, la fabrication de matériaux de construction, les équipements mécaniques et la métallurgie. Sur un territoire relativement rural, la part des industries agroalimentaires (2,6 % des emplois) est plus faible qu'ailleurs dans la région, hors aire urbaine de Toulouse (3,7 %). Ce constat illustre l'absence de filière de production à l'échelle du Pays, dans le domaine agricole et agroalimentaire comme dans les autres activités de fabrication. Dans la partie rurale, alors que le nombre d'établissements employeurs se stabilise depuis le début des années 2000, il tend à se réduire dans l'industrie et le commerce. L'économie sociale est très présente dans le rural comme dans la CA de l'Albigeois. Dans l'espace rural, les associations, très majoritairement à caractère social, constituent un tissu structurant puisqu'elles emploient 20 % des salariés du territoire.

Un dynamisme économique à soutenir

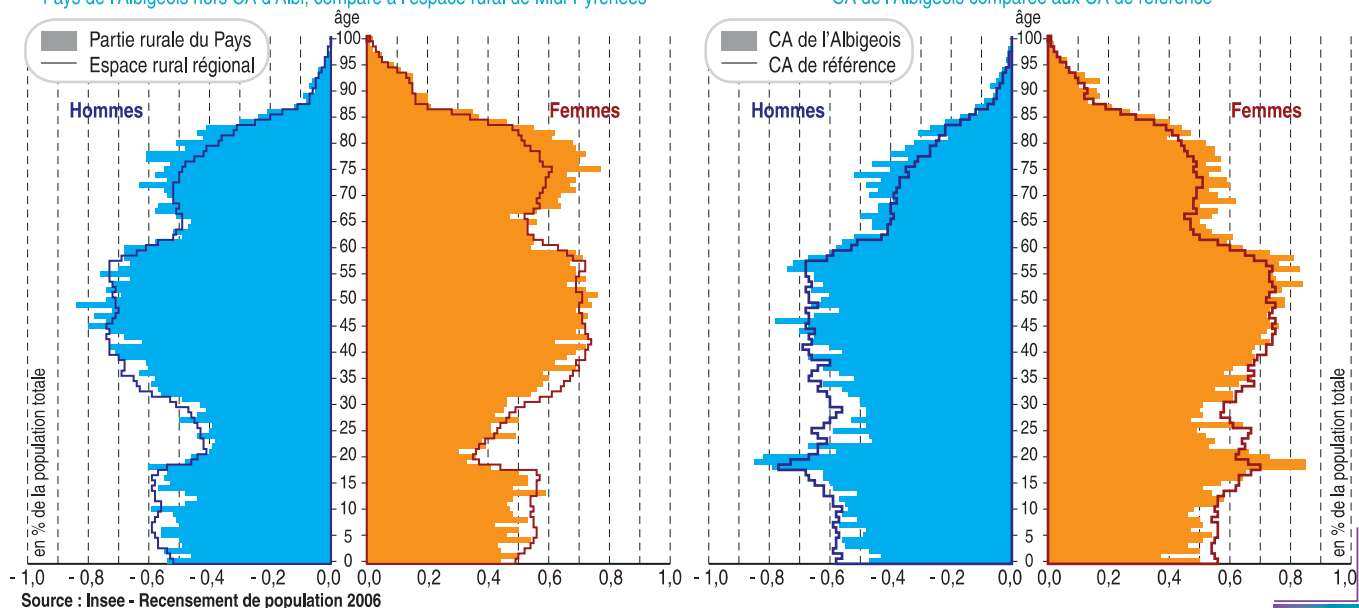
Le renforcement des activités industrielles et de recherche constitue sans doute une marge de développement pour le Pays. La fonction de conception - recherche, à peine émergente dans la CA de l'Albigeois en 1990, se rapproche de la moyenne des CA de référence en 2006. Tirer partie de la présence du pôle universitaire et de l'École des mines pour asseoir et renforcer les

Un territoire âgé

Répartition de la population par âge et par sexe en 2006

Pays de l'Albigeois hors CA d'Albi, comparé à l'espace rural de Midi-Pyrénées

CA de l'Albigeois comparée aux CA de référence



liens avec les activités productives permettrait de continuer dans cette voie et de réduire l'évasion de jeunes diplômés. L'absence de filière de production peut aussi amener les acteurs locaux à rechercher davantage de synergies avec des territoires voisins.

Les services aux personnes âgées sont appelés à poursuivre leur développement, en réponse au vieillissement de la population. En 2030, 36 % de la population sera âgée de plus de 60 ans (contre 29 % en 2006). Les plus de 75 ans, déjà très présents dans le Pays (13 % de la population en 2006) et plus exposés à des problèmes de dépendance, seront aussi plus nombreux (16 %). D'autres pistes de développement concernent plus spécifiquement la partie rurale : son niveau d'équipement est moindre que dans l'espace rural régional, qu'il s'agisse d'équipements de proximité (boulangeries, écoles, médecins...) ou intermédiaires (supermarchés, collèges, laboratoires d'analyses...).

Dans cet espace peu peuplé, la réflexion mérite d'être menée de manière concertée et solidaire afin de renforcer les polarités et de favoriser le développement de petites entreprises. Grâce à ses atouts touristiques, le Pays a aussi des marges de développement d'activité. La Communauté d'agglomération dispose d'une ca-

pacité d'hébergement comparable à la moyenne de la plupart des CA de référence. Mais le tourisme apparaît sous-exploité dans les espaces ruraux, pourtant riches de leur patrimoine bâti (bastides de Cordes-sur-Ciel, de Penne, de Monestiès, de Réalmont...), comme de la diversité de leurs paysages (gorges de l'Aveyron et du Viaur, vallée du Tarn, Monts d'Alban et Montredonnais). En 2006, les emplois touristiques (hébergement, restauration et autres activités) représentent 2,5 % de l'emploi total de l'espace rural, contre 3,5 % dans l'espace rural régional. Ne consti-

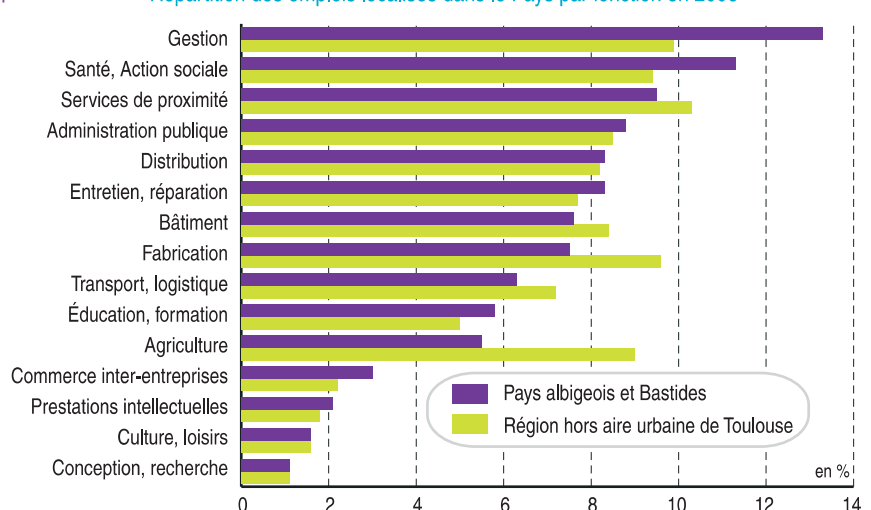
tuant pas forcément une destination touristique en tant que telle, le Pays a tout à gagner à développer des complémentarités avec d'autres territoires.

Anticiper le renouvellement de la population active

Le vieillissement de la population va nécessiter un renouvellement important de la population active dans les années à venir, dans un contexte de concurrence accrue entre territoires. En 2006, la population active est relativement moins âgée dans le Pays que dans le reste de la région (hors

Des fonctions économiques orientées vers la population résidente

Répartition des emplois localisés dans le Pays par fonction en 2006



aire urbaine de Toulouse). C'est vrai aussi pour la partie rurale, comparativement à l'espace rural régional. Ce paradoxe, dans un territoire relativement âgé, résulte d'une moindre activité des quinquagénaires. Pour autant, le vieillissement des actifs mérite d'autant plus d'être anticipé qu'il touche déjà des secteurs dont le poids est important dans le Pays : administration, éducation, santé et action sociale. Pour faire face à cette évolution, deux enjeux apparaissent : pérenniser l'attractivité du Pays, maintenir les seniors en emploi. Un autre enjeu consiste à tenter de réduire le chômage dans la partie rurale du Pays. Celui-ci est en effet un peu plus élevé que dans l'espace rural régional, alors qu'il est plus faible dans la Communauté d'agglomération que dans les CA de référence.

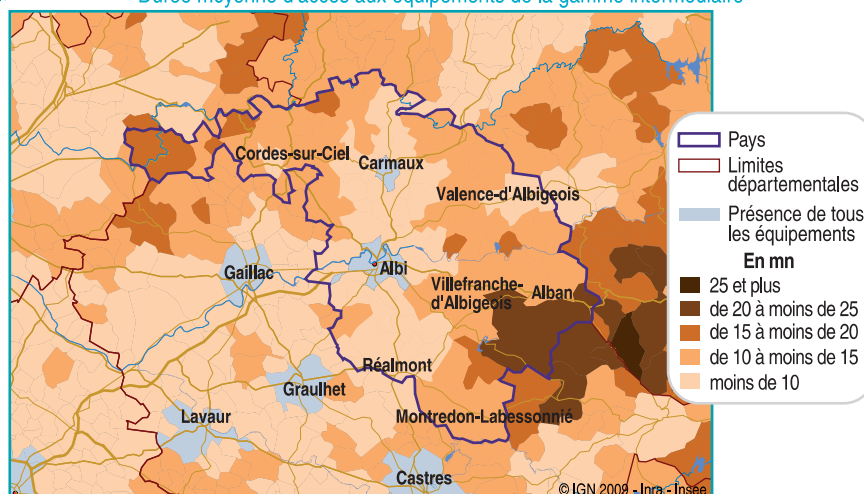
Par ailleurs, dans l'ensemble du Pays comme dans la CA de l'Albigeois, la population active est plus qualifiée que dans les zones de référence : si les cadres ne sont pas plus nombreux, les professions intermédiaires le sont, au contraire des ouvriers, moins présents, notamment les cadres et professions intermédiaires qui viennent résider dans le Pays travaillent davantage en dehors du Pays que les catégories moins qualifiées. Attirer et retenir ces catégories socioprofessionnelles qualifiées en alliant dynamisme économique et cadre de vie attractif est donc un véritable enjeu aussi.

Des solidarités et des coopérations à développer

Le dynamisme démographique et, plus encore, le développement économique irriguent moins la partie rurale du Pays. Quelques communes des Monts d'Alban, du Carmausin et

Un accès aux équipements moins facile aux extrémités nord-ouest et sud-est du Pays

Durée moyenne d'accès aux équipements de la gamme intermédiaire



Source : Inra, Insee - BPE 2007

du Ségala-Carmausin continuent de perdre des habitants. Les ménages de la partie rurale perçoivent un revenu médian inférieur de 17 % à celui de la CA de l'Albigeois et de 7,5 % à celui de l'espace rural régional. Il est encore plus faible sur les Causses Nord-Ouest, le Pays cordais, le Montredonnais, les Monts d'Alban, la CC Val 81 et le Carmausin, qui comptent une part de population à bas revenus plus élevée. Hormis la CC Val 81 et le Carmausin qui bénéficient de facilités de communication avec Albi, ces territoires cumulent les handicaps. Ainsi, le taux de chômage est élevé, comme dans le Réalmontais ; des communes des Monts d'Alban et du Montredonnais sont parmi les plus mal desservies en équipements, y compris de proximité. Des solidarités au sein du Pays, notamment entre l'agglomération et l'espace rural, méritent donc d'être encore plus développées pour réduire ces disparités et soutenir l'emploi dans ces territoires. La dynamisation de l'espace rural et la résorption des disparités géogra-

phiques les plus criantes passent par le renforcement d'au moins un bourg d'équilibre, en complément de ceux de Cordes et Réalmont qui, seuls aujourd'hui avec le pôle d'emploi de Carmaux, ont la taille suffisante pour animer un bassin de vie. Sont en jeu à la fois un meilleur accès pour tous aux équipements intermédiaires et un développement économique mieux réparti sur cet espace. Le développement de petites entreprises trouverait sa place dans le renforcement des polarités rurales. Par ailleurs, l'organisation des transports nécessite une réflexion globale avec les collectivités compétentes qui dépasse le cadre de la Communauté d'agglomération : elle doit englober la zone d'influence de l'agglomération d'Albi, qui s'étend jusqu'à Réalmont, Valence-d'Albigeois et Carmaux et, à l'ouest en dehors du Pays, jusqu'à Gaillac. Au vu de l'intensité des déplacements domicile-travail au sein de cette zone, les enjeux du développement durable devraient aussi conduire à dévelop-

Définitions

Revenu médian des ménages par unité de consommation : le revenu des ménages est le revenu déclaré par les contribuables sur la déclaration de revenus, avant abattement et redistribution. Il est calculé par unité de consommation afin de permettre des comparaisons entre territoires, indépendamment des différences de structure des ménages. Le revenu médian est le revenu qui sépare la population en deux groupes égaux : ainsi, un revenu mensuel médian de 1 000 euros signifie que la moitié des ménages disposent d'un revenu inférieur à 1 000 euros par unité de consommation, l'autre moitié d'un revenu supérieur.

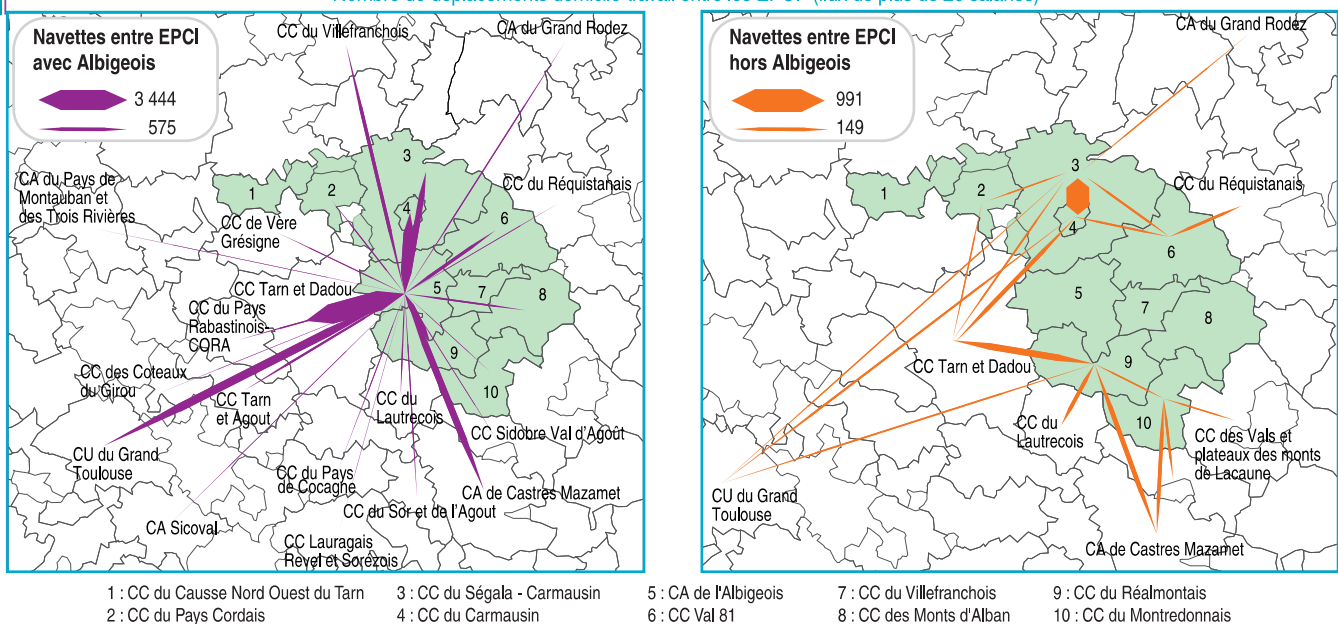
U

n diagnostic pour un territoire

Ce diagnostic de territoire a été réalisé dans le cadre d'un partenariat avec l'Adefpat et l'Insee Midi-Pyrénées, associant le Pays de l'Albigeois et des Bastides. Il vise à décrire les évolutions sociodémographiques et économiques à l'oeuvre, pour aider les acteurs locaux dans leurs décisions et les petites entreprises dans leur adaptation à ces mutations. L'étude met en perspective le Pays avec des zones de référence. Le Pays dans son ensemble est comparé au reste de la région Midi-Pyrénées, hors aire urbaine de Toulouse. La situation de la CA de l'Albigeois est relativisée par rapport à un ensemble de 16 CA réparties sur le territoire national, qui sont de taille équivalente et constituées autour de préfectures. La partie du Pays hors communauté d'agglomération, dite partie rurale, est comparée à l'espace rural de Midi-Pyrénées.

Des échanges domicile-travail nourris, des coopérations à développer

Nombre de déplacements domicile-travail entre les EPCI* (flux de plus de 20 salariés)



* EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) : communautés de communes, communautés d'agglomérations, communautés urbaines.

Source : Insee - DADS 2004 - FPE 2004

per des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle. Le Pays entretient des échanges domicile-travail importants avec les pôles d'emploi proches, le Gaillacois mais aussi la CA de Castres-Mazamet. Grâce à l'autoroute et aux trains express-régionaux (TER), ce sont 1 400 salariés qui se déplacent chaque

jour entre la CA de l'Albigeois et le Grand Toulouse, dans les deux sens. L'intensité de ces échanges impose le développement de coopérations entre ces territoires. Enfin, la poursuite de l'aménagement de la RN88 générera un accroissement des échanges avec Rodez, qu'il s'agit d'anticiper.

P

our en savoir plus

- « Migrations résidentielles : Midi-Pyrénées attire d'abord les jeunes », 6 Pages n° 119, juillet 2009.
- « Toulouse, moteur de la forte poussée démographique en Midi-Pyrénées », 6 Pages n° 116, janvier 2009.
- 6 pages sur les résultats du recensement de la population du Tarn, à paraître (janvier 2010).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
DIRECTION RÉGIONALE
DE MIDI-PYRÉNÉES

Téléphone : 05 61 36 61 36
Télécopie : 05 61 36 62 00
Adresse : 36, rue des Trente-Six-Ponts
BP 94217
31054 TOULOUSE CEDEX 4

Directrice de la publication :
Magali Demotes-Mainard
Rédacteur en chef : **Bernard Nozières**
Maquettiste : **Évelyne De Mas**

Imprimeur : **Escourbiac**
Dépôt légal : novembre 2009
ISSN : 1262-442X
CPPAP : 183AD